

Numéro 43 - 30 juin 2020

Les manifestations contre le racisme, la brutalité et l'impunité policières, et les morts aux mains de la police se poursuivent



Philadelphie, Pennsylvanie, le 22 juin 2020

- Des autorités en conflit entre elles et en conflit avec les conditions
 - S'écroulent les statues et symboles de l'esclavage, du génocide et du racisme
 - Des signes de changement en Irlande
- Les tentatives de la Banque d'Angleterre de se disculper de son histoire et de son rôle actuel
 - *Workers' Weekly* -
- Les manifestations contre le racisme, la brutalité et l'impunité policières et les morts aux mains de la police se poursuivent
 - Reportage photo

**Les manifestations contre le racisme, la brutalité et l'impunité policières,
et les morts aux mains de la police se poursuivent**

Des autorités en conflit entre elles et en conflit avec les conditions

- Voice of Revolution -



Washington, 30 mai 2020

Les nombreux conflits entre le président Trump et l'armée éclatent au grand jour aux États-Unis. Il en va de même pour les nombreux conflits entre le président Trump et les autorités de l'État, comme les gouverneurs. Ces conflits publics, en particulier sur le pouvoir d'utiliser la force, sont des indications de la gravité des contradictions entre les factions dirigeantes. Ils servent également à saper davantage la légitimité de la prétention de ces autorités, qu'elles soient militaires, fédérales ou étatiques, d'avoir et de maintenir le monopole de l'usage de la force au nom de la société.

L'armée n'est pas censée critiquer publiquement le commandant en chef, car cela constitue en soi une remise en cause de son autorité. Pourtant, lorsque Trump a menacé d'envoyer l'armée réprimer la résistance large et persistante aux nombreuses morts aux mains de la police et à l'impunité gouvernementale, non seulement plusieurs généraux à la retraite se sont-ils exprimés publiquement, mais des soldats en service actif l'ont également fait. En effet, l'opposition était telle que le *Military Times*, une voix de l'armée, a publié un article donnant expressément la parole à ceux qui s'opposent à une telle utilisation de l'armée.

Un capitaine de l'armée américaine a ouvertement parlé de la possibilité de refuser d'obéir aux ordres. Il a dit : « Je m'oppose à ces missions, mais si elles doivent avoir lieu, je veux être là pour m'assurer qu'elles soient menées correctement, et cela comprend offrir l'aide médicale à ceux qui en ont besoin et refuser d'exécuter des ordres illégaux ou contraires à l'éthique. »

Un sergent-chef a déclaré : « Je suis totalement contre l'utilisation de notre personnel militaire en service actif pour tout type d'intervention antiémeute. » « Ma raison principale, a-t-il ajouté, est que mes hommes ne sont pas formés aux tactiques de contrôle de foule, elles sont formées pour affronter et vaincre avec une force mortelle tout ennemi des États-Unis qui nous attaque », disant craindre que de tels déploiements ne provoquent la mort de manifestants. En outre, un certain nombre de gardes nationaux déjà déployés au niveau de l'État ont refusé de participer à la

répression des manifestants.

Toute cette opposition ouverte est une indication que Trump ne parvient pas à unir la bureaucratie militaire qui est une des responsabilités principales du président, à savoir la responsabilité de préserver l'union et d'empêcher que les conflits entre les autorités n'éclatent en une guerre civile violente plus ouverte. La bureaucratie militaire est une force massive. Elle fait partie de l'appareil d'État qui demeure en place d'un président à l'autre. Elle est également déchirée par ses propres conflits tels que ceux entre la Marine, l'Armée, le Corps des Marines et l'Armée de l'air ainsi que leurs différents services de renseignement, et des conflits entre les nombreuses autres agences de renseignement telles que la Central Intelligence Agency (CIA) et la National Security Agency (NSA). Dans le passé, la guerre impérialiste a souvent été le moyen par lequel les présidents unissent la bureaucratie, comme lorsque George W. Bush a envahi l'Irak. Paul Wolfowitz, un haut responsable du département de la Défense et architecte de la guerre, a déclaré que le but de la guerre en Irak n'était pas d'éliminer les armes de destruction massive, car il n'y en avait pas, mais plutôt d'unir la bureaucratie militaire. Mais les efforts de Trump pour faire de même en utilisant la Syrie ont jusqu'à présent échoué. En fait, les conflits deviennent plus ouverts parce que les arrangements de la gouvernance ne fonctionnent plus. De plus, avec la grande colère suscitée par la réponse du gouvernement à la pandémie de la COVID-19 et la résistance constante, le peuple rejette de plus en plus les personnes en position d'autorité les considérant inaptes à gouverner.

De plus en plus de conflits entre le gouvernement fédéral et les États



La Garde nationale se masse dans une rue de Seattle le 4 juin 2020

Le problème de la préservation de l'union face à ces conflits entre les différentes autorités et au sein des différentes autorités, et entre l'exécutif et l'armée se manifeste également dans les conflits entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États, y compris les gouverneurs des États. Alors que la résistance se propage et persiste dans tout le pays pour demander justice pour George Floyd et tous les autres cas de morts à motivation raciale aux mains de la police, Trump menace les gouverneurs et les maires : « Si une ville ou un État refuse de prendre les mesures nécessaires pour défendre la vie et les biens de leurs résidents, alors je déploierai l'armée américaine et je réglerai rapidement le problème pour eux. »

Les gouverneurs ont immédiatement réagi. Le gouverneur de la Californie Gavin Newsom et le gouverneur de New York Andrew Cuomo ont dit « non merci ». Le gouverneur de l'Illinois J.B. Pritzker a dit : « Je rejette l'idée que le gouvernement fédéral puisse envoyer des troupes dans l'État de l'Illinois. » Il a déclaré que « la rhétorique de Trump attise les flammes », qu'elle « aggrave les choses » et que « nous devons appeler à une réforme de la police ». La gouverneure du Michigan,

Gretchen Whitmer, a qualifié les remarques du président de « dangereuses » et déclaré qu'elles devraient être « très préoccupantes pour tous les Américains », car elles « ne feraient que conduire à plus de violence et de destruction ». Le gouverneur du Massachusetts Charlie Baker, un républicain, a déclaré : « Trop souvent au cours de ces dernières semaines, alors que le pays avait le plus besoin de compassion et de leadership, ceux-ci étaient tout simplement introuvables. » Le gouverneur de l'État de Washington Jay Inslee a également rejeté la menace de Trump. La gouverneure de l'Oregon, Kate Brown, a déclaré : « Vous ne désamorcez pas la violence en mettant des soldats dans les rues. » Le gouverneur du Nevada Steve Sisolak, rejetant l'idée d'une intervention fédérale, a dit : « En tant que commandant en chef de la Garde nationale du Nevada, je peux affirmer catégoriquement qu'elle a fait son devoir de protéger tous les résidents du Nevada et qu'elle continuera de le faire. »

Les gouverneurs ne rejettent pas l'usage de la force contre les justes demandes du peuple; ils affirment leur revendication à l'autorité dans leur État respectif et demandent une limitation de l'intervention fédérale. En fait, la plupart avaient déjà agi pour réprimer violemment la résistance en faisant appel à la Garde nationale à leur disposition. La Californie et l'Illinois ont été parmi les premiers à le faire, mais Washington, le Minnesota et plus de 30 États l'ont fait également. Beaucoup étaient munis d'armes automatiques. Le gouverneur de New York a dit avoir 13 000 soldats prêts à intervenir.

Les forces à la disposition des gouverneurs comprennent des milliers de soldats de la Garde nationale, ainsi que des policiers de l'État. En coordination avec les maires, ils disposent d'immenses forces policières militarisées. Les grandes villes comme New York, Chicago et Los Angeles ont pratiquement leurs propres armées, avec des centres de commandement, des chars d'assaut, des hélicoptères, des lance-grenades, des armes chimiques telles que les gaz lacrymogènes, des équipes d'intervention tactique lourdement armées, des équipes spéciales d'intervention d'urgence pour les manifestations, etc. La menace



de Trump a créé une situation où la Garde nationale et la police d'État entreraient en conflit direct avec les troupes mobilisées par le gouvernement fédéral — ce que les cercles dirigeants veulent éviter et sans doute est-ce la raison pour laquelle la menace de Trump en est restée là. Or, la désunion et les menaces croissantes à l'union que ces conflits représentent demeurent.

Des États comme la Californie et New York peuvent facilement devenir des pays en soi. Andrew Cuomo utilise régulièrement l'expression État-Empire (Empire State) pour parler de l'État de New York. Des régions comme le Midwest et le Nord-Est pourraient également devenir des pays en soi. De plus, les affirmations des gouverneurs au sujet de la réforme, à l'effet que la « rhétorique » attise les flammes, que les troupes fédérales signifieraient « plus de violence et de destruction », alors que ce ne serait pas le cas pour les forces étatiques et locales, sonnent creux à la lumière du nombre croissant de cas de violence policière dans une ville après l'autre, grande ou petite. Bien que ces différentes autorités soient en conflit les unes avec les autres, elles deviennent toutes plus antagonistes que jamais envers le peuple, malgré leurs tentatives de paraître comme étant de son côté.

Les autorités existantes ne sont en mesure de résoudre aucun problème et menacent de recourir davantage à la violence et à la destruction, tant au pays qu'à l'étranger. L'autorité est en conflit avec les conditions et bloque le progrès de la société, comme en témoigne la répression violente du vaste mouvement de résistance. Ce mouvement est en train de tracer une voie à suivre et à l'initiative dans

la formulation d'un changement fondamental, une démocratie faite par le peuple qui permet au peuple de gouverner et de décider.

À titre d'information **Extraits de l'article du *Military Times***

Bien que les responsables de la défense aient affirmé que les troupes sur place seront là uniquement pour faire preuve de présence et pour dissuader, plutôt que pour faire des arrestations ou utiliser les armes contre des manifestants, les commentaires du président Donald Trump ont sonné l'alarme. Ils ont lancé l'alerte dans certains milieux sur le fait que la Maison-Blanche politise l'armée quand elle menace de déployer des soldats en service pour disperser les manifestations pacifiques suite au décès de George Floyd le 25 mai par un policier de Minneapolis que les procureurs ont qualifié de meurtre.

« Je mobilise toutes les ressources fédérales et locales, civiles et militaires pour protéger les droits des Américains respectueux de la loi, a déclaré Trump le 1er juin à la Maison-Blanche, citant la *Loi de 1807 sur l'insurrection*. Aujourd'hui, j'ai vivement recommandé à chaque gouverneur de déployer la Garde nationale en nombre suffisant pour dominer les rues. Les maires et les gouverneurs doivent établir une présence écrasante jusqu'à ce que la violence soit réprimée. »

Pour clarifier, Trump n'a pas mobilisé de ressources fédérales et locales ni invoqué la *Loi sur l'insurrection*, car les forces policières et les troupes de la Garde nationale agissent sous les ordres des maires et des gouverneurs.

La mission n'est pas très différente de celle que certains soldats en service actif effectuent le long de la frontière mexicaine depuis près de deux ans, aidant les services de douanes et les patrouilles frontalières à surveiller et à sécuriser, mais sans détenir des personnes physiquement.

Mais la situation s'est rapidement détériorée pour de nombreux membres actuels du service qui ont partagé leurs points de vue avec le *Military Times*. Sur les 33 réponses de soldats en service actif et de réserve examinées avant la publication, 30 étaient opposées à l'utilisation de troupes contre les manifestants.

« L'utilisation de l'armée pour réprimer les protestations et seconder les efforts bâclés de la police pour contrôler ces manifestations, en particulier par le recours à la force illégale, ne fera que provoquer davantage de protestation, a déclaré un sous-officier de la Garde nationale. Il s'agit d'une escalade et non d'une désescalade. Y envoyer l'armée à cause de l'inaction et des défaillances de la police ne fait qu'effacer la ligne qui les sépare et exposerait les militaires et les civils à un plus grand risque. La répression avec un tel autoritarisme ne fait que politiser davantage l'armée et érode la confiance que le public a en nous. Il n'y a pas de victoire dans ce scénario. » [...]

Outre le message que pourrait envoyer le déploiement de troupes en service actif, d'autres se sont demandé si elles étaient nécessaires.

« Je ne pense pas que des déploiements de militaires en service actif soient nécessaires, surtout pas à Washington, écrit un capitaine de l'armée en service actif. Je crois que le président déploie l'armée pour des raisons politiques et notre réputation sera irrémédiablement endommagée par cette association. »

Plus précisément, le secrétaire à la Défense Mark Esper a autorisé la mobilisation du 82e bataillon d'infanterie de la Division aéroportée, du quartier général de la 16e brigade de police militaire de Fort Bragg en Caroline du Nord et du 91e bataillon de police militaire de Fort Drum, New York, dans la ville de Washington.

Mais le 3 juin, il a précisé dans un briefing du Pentagone qu'il ne pensait pas qu'il soit nécessaire de les employer dans un rôle qui appartient aux forces de l'ordre.

« L'option d'utiliser des forces en service actif pour faire appliquer la loi ne devrait être invoquée qu'en dernier recours, et uniquement dans les situations les plus urgentes et les plus désastreuses, a-t-il dit. Nous ne sommes pas dans une de ces situations maintenant. Je ne soutiens pas le recours à la *Loi sur l'insurrection*. » [...]

En même temps, ces forces en service attendent des instructions dans les bases de la région du District de Columbia, a déclaré le porte-parole du Pentagone Jonathan Hoffman le 2 juin. Certains membres des services ont de la difficulté à se réconcilier à l'idée de faire leur travail, a déclaré le capitaine de l'armée, si tels sont leurs ordres.

« Je m'oppose à ces missions, mais si elles doivent avoir lieu, je veux être là pour m'assurer qu'elles soient menées correctement, et cela comprend offrir l'aide médicale à ceux qui en ont besoin et refuser d'exécuter des ordres illégaux ou contraires à l'éthique », a-t-il déclaré.

Les déploiements pourraient également avoir un impact sur la façon dont le public voit la Garde nationale, a-t-il ajouté, après toute la bonne volonté accumulée dans le cadre de la réponse à la pandémie de la COVID-19 qui, à son apogée, a vu plus de 45 000 gardes tenir des sites de test et de dépistage, livrer de la nourriture et agir autrement à titre humanitaire.

« Cela contraste également avec la réponse du président à la pandémie du coronavirus, dans laquelle il s'est soustrait à la responsabilité du gouvernement fédéral de jouer un rôle actif et a exhorté les gouverneurs des États à faire les choses eux-mêmes, car ce n'était pas le travail du gouvernement fédéral », écrit un chef de la marine en service actif.

Ce discours pourrait avoir encore d'autres répercussions, notamment sur les efforts de recrutement de la Garde nationale. « Elle s'inquiète que tous les efforts faits pour rendre la garde diversifiée et inclusive soient érodés si l'on demande aux soldats d'être aux côtés des policiers, écrit un lecteur à propos de son épouse, une recrue de la Garde nationale dans le Sud. Elle a des réunions de recrutement avec deux personnes aujourd'hui. Les deux jeunes hommes sont noirs. Elle ne sait pas quoi leur dire. »

Et en ce qui concerne les soldats en service actif, certains ont exprimé leur inquiétude quant à la façon dont ils se comporteraient dans un scénario de contrôle de foule.

« Je suis totalement contre l'utilisation de notre personnel militaire en service actif pour tout type d'intervention antiémeute, écrit un sergent-chef. Ma raison principale est que mes hommes ne sont pas formés aux tactiques de contrôle de foule, ils sont formés pour affronter et vaincre avec une force mortelle tout ennemi des États-Unis qui nous attaque. »

Si la police militaire est mobilisée pour assurer la sécurité, il se demande si son entraînement au combat influencerait son action.

« Mes soldats n'ont pas l'intention de laisser quelqu'un leur jeter des objets ou les attaquer sans riposter à l'aide d'un moyen de force qui sera jugé approprié pour ce type de situation, surtout s'ils ont des balles réelles dans leur M-4, ajoute-t-il. Désolé de le dire, mais il y aura des morts parmi les émeutiers. »

Au-delà du mouvement des troupes, certains lecteurs ont commenté les actions des plus hauts dirigeants de l'armée face à la réponse de la Maison-Blanche aux manifestations et aux émeutes.

« C'est une chose de garder le silence. C'en est une autre quand nos dirigeants au Pentagone

participent à la politisation de l'armée, écrit un lieutenant juge-avocat de la Marine. L'utilisation de gaz lacrymogènes contre des manifestants pacifiques en direct à la télévision, puis la séance de photos de Trump [1er juin] étaient honteuses. L'utilisation d'hélicoptères à Washington pour intimider les manifestants est honteuse. C'était triste de voir le général [chef d'état-major Mark] Milley se donner en spectacle à Washington. Les dirigeants doivent être des leaders. Prenez position. Démissionnez. Ne laissez pas l'armée tomber dans la démagogie de Trump. » [...]

Durant un échange téléphonique de la Maison-Blanche avec les gouverneurs, le secrétaire à la Défense Esper a comparé les villes américaines à des zones de guerre.

« La déclaration du secrétaire à la Défense Mark Esper selon laquelle nous devrions 'dominer le champ de bataille' dans les villes américaines était épouvantable, écrit un officier de réserve de l'armée de terre basée à Washington. La place Farragut n'est pas Falloujah. Les gens qui protestaient pacifiquement hier n'étaient pas des combattants, ce sont nos compatriotes américains. »

Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis.

(Photos : R. Pineda, A. Suttner, D. Geilgey. Traduction : LML)



S'écroulent les statues et symboles de l'esclavage, du génocide et du racisme



Statue du commandant de l'Armée des États confédérés, Robert E. Lee, à Richmond en Virginie

Dans plusieurs endroits aux États-Unis ainsi qu'au Canada et en Europe, les manifestations sans interruption déclenchées le 26 mai par la mort de George Floyd aux mains des policiers donnent lieu à un puissant rejet de la glorification et de l'exaltation de l'esclavage, du génocide et du racisme des institutions, des traditions, des rapports sociaux et de l'accumulation de la richesse sur lesquelles ils sont fondés. Les statues, monuments et autres symboles de marchands d'esclaves, de propriétaires d'esclaves, de défenseurs de l'esclavage et de la ségrégation raciale ainsi que les individus responsables de la dépossession et du génocide des peuples autochtones ou de la promotion du racisme sont déboulonnés, vandalisés ou, dans certains cas, retirés par mesure de

prévention par les autorités locales. Les personnes soucieuses de justice se battent depuis des décennies pour faire enlever de tels symboles. Les actions d'aujourd'hui expriment la détermination du peuple à mettre fin aux relations et aux institutions sociales qui portent en elles la promotion de l'asservissement et de l'oppression des Noirs, des peuples autochtones et des peuples opprimés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes et du racisme aujourd'hui. Faire tomber ces symboles est une expression de leur désir de s'investir du pouvoir, d'égalité et d'un système qui défend le droit d'être et la dignité de tous.

Aux États-Unis



Manifestation à Asheville en Caroline du Nord, le 21 juin 2020, pour exiger le retrait du monument aux Confédérés dans cette ville

La majorité des statues et des monuments qui sont renversés aux États-Unis à l'heure actuelle sont ceux qui glorifient le côté confédéré de la Guerre civile américaine parce qu'ils célèbrent ces individus qui faisaient la promotion de l'esclavage et de la dépossession des Afro-Américains et les privaient de leurs droits. Plus de 50 statues et monuments de ce genre ont été démolis, vandalisés ou déboulonnés par mesure de prévention par les autorités depuis que George Floyd a été tué par la police le 25 mai.

Parmi eux, il y a diverses statues de Robert E. Lee, un commandant de l'Armée des États confédérés pendant la Guerre civile américaine. Le 1er juin, des manifestants ont déboulonné la statue de Robert E. Lee à une école secondaire qui porte son nom à Montgomery en Alabama. En Alabama ainsi que dans d'autres États du Sud, il y a des lois qui stipulent que le déboulonnage de monuments commémoratifs des confédérés est une infraction passible d'une amende de 25 000 dollars. Toutefois, à Birmingham, c'est la ville elle-même qui a enlevé le Monument des Soldats et Marins confédérés devenu le point de convergence des manifestations, disant que l'amende était moins chère que le coût de la sécurité requise pour préserver le monument. Dans la même veine, le 1er juin, les Fils des vétérans confédérés ont enlevé le buste de Robert E. Lee à Fort Myers en Floride.



Une statue de Thomas Jefferson est mise à feu à Birmingham en Alabama.



Des statues confédérées à Raleigh en Caroline du Nord sont déboulonnées sur l'ordre du gouverneur après que des manifestants eurent renversé deux autres monuments.

À Raleigh en Caroline du Nord, après que deux monuments confédérés ont été renversés par les manifestants le 20 juin, le gouverneur Roy Cooper a ordonné que tous les monuments confédérés sur les terrains du Capitole de l'État soient enlevés pour « protéger la sécurité publique ». Il a affirmé : « Je suis préoccupé par les périlleux efforts pour faire tomber et s'emparer de statues énormes et lourdes, et par la forte possibilité de violents conflits sur le site. »

« Les monuments de suprématie blanche n'ont pas leur place dans des endroits d'allégeance et il est grand temps que ces monuments soient retirés de façon légale et sécuritaire », a-t-il dit.

La statue d'Albert Pike à Washington a été renversée et brûlée par les manifestants le 19 juin. Pike était un brigadier-général de l'Armée des États confédérés ainsi qu'un éminent franc-maçon. Entre autres choses, en 1850, il avait organisé le Know-Nothing Party (parti « Je ne sais rien ») qui avait fait campagne sur la base de croyances anti-immigration et de la promotion du recours aux esclaves comme étant plus « efficaces que les travailleurs agricoles ».



Une statue d'Albert Pike à Washington est renversée par des manifestants.



À Washington (à gauche), la statue du président George Washington est renversée ; (à droite) tout ce qui reste de la statue d'Albert Pike est le piédestal

Le 11 juin, à Washington, la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a ordonné que quatre portraits de propriétaires d'esclaves confédérés soient retirés de la galerie de la Chambr .

En général, les monuments confédérés ont été érigés au cours de la période des lois Jim Crow, c'est-à-dire à partir des années 1870 jusqu'à la période du mouvement des droits civils des années 1960, pour soutenir le racisme organisé par l'État, la dépossession et le lynchage des Afro-Américains.

Les manifestants ont aussi ciblé certains des soi-disant Pères fondateurs, dont plusieurs dépendaient du travail de personnes réduites à l'esclavage pour s'enrichir. L'un d'eux est George Washington qui, dit-on, possédait 317 esclaves sur son domaine au moment de son décès en 1799. Les manifestants à Portland en Oregon ont déboulonné la statue de George Washington le 18 juin. Son homologue Thomas Jefferson aurait « possédé » plus de 600 travailleurs asservis au cours de sa vie. Le 23 juin, une statue de Thomas Jefferson a été déboulonnée à l'école secondaire Thomas Jefferson à Portland en Oregon. Les représentants de l'Université de Hofstra à Long Island, New York, ont déménagé une statue de Jefferson de l'extérieur du centre étudiant au musée.



Des manifestants à Portland en Oregon déboulonnent des statues de Thomas Jefferson et de George Washington.

Les statues de Christophe Colomb ont aussi été ciblées pour mettre en lumière l'asservissement des

peuples autochtones des Caraïbes, du Mexique, du Guatemala, du Pérou et de tous les pays des Amériques par les conquistadors espagnols, y compris le génocide presque intégral des Taïnos. La première statue a été déboulonnée le 9 juin à Richmond en Virginie. Une autre a été renversée le 10 juin à Saint-Paul au Minnesota. Une troisième statue a été décapitée à Boston le 11 juin et le reste de la statue a été retiré par la ville. Seize autres statues ont été retirées par les autorités municipales ou sont en attente d'être retirées.



La statue de Christophe Colomb est jetée à l'eau à Richmond en Virginie.

Dans le même esprit, des statues au Nouveau-Mexique et en Californie dédiées aux personnages impliqués dans le génocide et l'esclavage des peuples autochtones dans les Amériques ont été déboulonnées par les manifestants ou par les autorités locales, y compris des monuments en hommage au conquistador espagnol Juan de Onate et au prêtre catholique Junipero Serra y Ferrer.

Au Canada

Au Canada, de récentes manifestations et pétitions appellent au déboulonnage des statues de personnages historiques directement impliqués dans la dépossession et les actes de génocide contre les peuples autochtones, ainsi que ceux impliqués dans la promotion de l'esclavage.

Dans une pétition qui a commencé à circuler au début de juin intitulée « Supprimer le monument de John A. Macdonald à Montréal », on peut lire entre autres :

« Nous demandons à la mairesse de Montréal, Valérie Plante, ainsi qu'au Conseil municipal de retirer le monument au premier ministre du 'Canada'. Il n'y a absolument aucune raison ni lieu de glorifier un nationaliste blanc, raciste et colonialiste sur un territoire autochtone non cédé.

« La simple existence de ce monument est un exemple du blanchiment de l'histoire culturelle ; or, la vraie 'réconciliation' n'inclut pas la glorification de ceux qui ont participé activement au génocide autochtone.

« Voici quelques exemples de projets réalisés par Macdonald durant sa vie :

« - la création du programme des pensionnats autochtones qui aboutira à l'établissement de 130 de ces derniers ;

« - la promotion ouverte de la préservation d'un soi-disant Canada 'aryen' ;

« - l'Acte du cens électoral de 1885 ;

« - l'Acte pour encourager la civilisation graduelle ;

« - la *Loi d'exclusion des Chinois* et la Taxe d'entrée chinoise ;

« - la participation complice dans l'interdiction de l'enseignement en français dans de nombreuses provinces.

« - la condamnation à mort du chef des Métis, Louis Riel. 'Il sera pendu même si tous les chiens du Québec aboient en sa faveur'. »

En date du 25 juin, plus de 21 000 personnes l'ont signé. Pour signer la pétition, cliquez [ici](#).

Déjà en 2018, une statue de Macdonald a été déboulonnée à Victoria en Colombie-Britannique. L'artiste qui l'avait créée a récemment dit au réseau CTV qu'il « avait honte d'avouer qu'il n'avait appris la réalité des pensionnats autochtones qu'après l'achèvement de la statue et croit maintenant que ces monuments doivent être déboulonnés ».

À Toronto, on demande à l'Université Ryerson de déboulonner la statue de son fondateur, Egerton Ryerson. Une pétition faisant cette demande fait valoir que Ryerson a « aidé le gouvernement canadien dans la création des écoles autochtones » et qu'il s'était « opposé à l'éducation des femmes ». Pour accéder à la pétition intégrale et la signer, cliquez [ici](#).



La statue de John A. Macdonald à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard

Aussi à Toronto, il y a une pétition pour donner un nouveau nom à la rue Dundas, qui rend hommage au représentant de l'empire britannique Henry Dundas. On peut lire dans la pétition : « En tant que député de Midlothian à Westminster et secrétaire d'État, il a activement participé à faire entrave à l'abolition de l'esclavage dans l'empire britannique de 1791 jusqu'à la fin de sa carrière politique en 1806. L'esclavage a éventuellement été aboli en 1833 et officiellement en 1834 en Amérique du Nord. Mais les actions de Dundas visant à préserver le mercantilisme de ses amis dans le commerce d'esclaves a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes et peut-être davantage. » Pour accéder à la pétition intégrale et la signer, cliquez [ici](#).

Parmi les récentes suppressions de symboles glorifiant des individus qui ont commis des actes de génocide contre les peuples autochtones, il y a la rue Amherst qui a été renommée rue Atateken lors de la Journée nationale des peuples autochtones (le 21 juin 2019), l'aboutissement d'une revendication défendue depuis plusieurs décennies par les résidents et les entreprises locales. Le général britannique Amherst est notoire pour la guerre bactériologique qu'il a menée contre les peuples autochtones au moyen de couvertures contaminées à la petite vérole. Atateken est un mot mohawk qui veut dire « frères et soeurs ».



À Halifax, la statue d'Edward Cornwallis a été déboulonnée du parc du même nom en 2017. Cornwallis était le gouverneur britannique de la Nouvelle-Écosse qui aurait fondé Halifax. En 1749, Cornwallis a mis les têtes de chaque homme, femme et enfant micmacs de la province à prix — un acte équivalent à un génocide. Cette pratique a aussi été utilisée contre les Acadiens entre 1755

et 1763 pendant la prise en charge britannique d'une partie des anciennes colonies françaises. Les terres saisies par les Britanniques avaient été établies par les Acadiens lorsque ceux-ci sont arrivés en 1604.



La statue de Cornwallis à Halifax est couverte en attendant son déboulonnage, 15 juillet 2017.

La proposition de déboulonner la statue de Cornwallis et de renommer le parc « Parc de la Paix et de la Liberté » de Halifax a été faite pour la première fois le 21 novembre 2009, lorsque près de 200 personnes se sont rassemblées à cet endroit pour s'opposer à la réunion inaugurale du Forum de sécurité internationale de Halifax, l'agence belliciste basée à Washington et financée par le ministère de la Défense nationale du Canada ainsi que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Avec l'approbation des Micmacs, les activistes ont couvert la statue de Cornwallis et ont décidé de renommer le parc, leur tout premier acte en ce sens.

En Angleterre et en Écosse



Une statue d'Edward Colston à Bristol en Angleterre, est renversée le 7 juin 2020 par des manifestants et jetée à l'eau.

En Angleterre, les gens ont déboulonné ou exigent qu'on déboulonne les statues de marchands

d'esclaves et de racistes notoires, les symboles de la glorification par les élites dirigeantes de l'empire, du racisme et de l'esclavage.

Le 7 juin, à Bristol, une statue d'Edward Colston a été renversée par des manifestants et jetée dans l'eau du port. Colston était un trafiquant notoire d'êtres humains de la fin du XVII^e siècle qui était associé à un des principaux ports britanniques liés à l'esclavage transatlantique. Aussi, à partir de 1680, Colston a été principalement lié à la Compagnie royale d'Afrique (CRA) basée à Londres, qui avait le monopole de l'esclavage britannique de l'époque, transportant les Africains aux colonies britanniques d'Amérique du Nord et des Caraïbes. En 1689, il est devenu gouverneur adjoint de la CRA. Les historiens ne semblent pas s'entendre sur la part de la fortune de Colston qui était liée directement à l'esclavage. Cependant, il était l'un des principaux trafiquants et était aussi lié à la production sucrière, une autre industrie qui reposait sur le travail des Africains réduits en esclavage. Sur la base de cette immense richesse, il est devenu plus tard un des principaux bienfaiteurs de diverses écoles et associations caritatives de Bristol ainsi que député tory. Il était aussi associé à la Société des aventures marchandes à Bristol, un monopole qui contrôlait le gouvernement et le commerce locaux, y compris le trafic d'Africains réduits à l'esclavage. La Société, avec l'appui de Colston, a pétitionné pour mettre fin au monopole royal sur le trafic d'Africains pour permettre aux marchands de Bristol de participer au trafic des Africains réduits à l'esclavage que la Société contrôlait. Il est devenu un des principaux bienfaiteurs de diverses écoles et d'organisations caritatives de Bristol pour avancer ses propres intérêts d'affaires en opposition à ceux de la couronne.



La base de la statue d'Edward Colston à Bristol, après que celle-ci eut été renversée

Plusieurs écoles de Bristol portent le nom d'Edward Colston comme, jusqu'à tout récemment, le Colston Hall, une importante salle de concert. Une statue a été érigée en son hommage en 1895 avec une plaque où on peut lire « Érigé par les citoyens de Bristol en mémoire de l'un des fils les plus vertueux et sages de leur ville ».

Des manifestations contre la statue se succèdent depuis plus de 20 ans. En 2018, une deuxième plaque a été proposée où était ajouté :

« En tant que haut responsable de la Compagnie royale d'Afrique de 1680 à 1692, Edward Colston a joué un rôle actif dans l'asservissement de plus de 84 000 Africains (y compris 12 000 enfants) dont 19 000 sont morts en route pour les Caraïbes et l'Amérique. Colston a aussi investi dans le commerce d'esclaves espagnol et dans le sucre produit par les esclaves. En tant que député des tories pour Bristol (1710-1713), il a défendu le 'droit' de la ville de faire le commerce d'Africains réduits à l'esclavage. Les Bristolien(ne)s qui ne partageaient pas ses croyances religieuses et politiques ne pouvaient bénéficier de ses associations caritatives. »

Il y a eu opposition à cette formulation et après plusieurs autres tentatives sans issues, la statue a

finaleme nt été déboulonnée une fois pour toutes.



La statue de Robert Milligan à West India Quay dans les Docklands de Londres est enlevée par mesure de prévention par les autorités le 9 juin 2020.

Le 9 juin, à Londres, la statue de Robert Milligan à West India Quay, dans les Docklands, a été déboulonnée par mesure préemptive des autorités. Érigée pour rendre hommage à Milligan lors de son décès en 1809, il y a depuis longtemps des revendications pour qu'elle soit déboulonnée. Tôt en juin, une pétition parrainée par un conseiller local exigeant le déboulonnage de la statue a recueilli des milliers de signatures. Le Musée de Londres dans les Docklands a publié un communiqué avant le déboulonnage de la statue qui disait en partie :

« Maintenant plus que jamais, alors que Black Lives Matter exige la suppression de monuments rendant hommage aux propriétaires d'esclaves, nous préconisons que la statue de Robert Milligan soit enlevée en raison de ses liens historiques avec la violence et l'exploitation coloniales.

« Nous travaillons présentement avec un consortium pour enlever cette statue et sommes conscients des autres legs et symboles dans la région. La statue est présentement couverte de pancartes et donne lieu à des manifestations. Nous croyons que ces manifestations doivent se poursuivre aussi longtemps que la statue demeure. »

Milligan avait hérité de plantations sucrières en Jamaïque et était le propriétaire de plus de 500 Africains réduits à l'esclavage. Plus tard, il a dirigé le consortium qui a construit les West India Docks de Londres pour faciliter l'importation de produits fabriqués par les esclaves dans les Caraïbes.

Aussi à Londres, dans un communiqué de l'association caritative de Guy et de St. Thomas, et du Trust de la fondation des services de santé de Guy et de St. Thomas, il a été annoncé le 11 juin que les statues représentant Robert Clayton et Thomas Guy seraient retirées des regards du public. « Tout comme de nombreuses organisations en Grande-Bretagne, nous savons que nous avons le devoir de traiter du legs du colonialisme, du racisme et de l'esclavage dans notre travail. Nous reconnaissons absolument la douleur et la colère publiques qu'évoquent d'une façon ou d'une autre les symboles de ces statues publiques de personnalités historiques associées au commerce des esclaves », lit-on dans le communiqué.

Clayton, un ancien lord-maire de Londres, avait des liens avec la Compagnie royale d'Afrique

lorsque Guy a investi dans la Compagnie de la mer du Sud qui était impliquée dans le commerce d'esclaves de 4 800 hommes adultes par année.

Une autre statue dont le public exige le déboulonnage est celle de Cecil Rhodes à l'Université d'Oxford. Rhodes était un ardent défenseur de l'impérialisme britannique et de la suprématie de la « race anglo-saxonne ». Une pétition sur Change.org a près de 190 000 signatures exigeant que l'université enlève la statue. On peut y lire :

« Nous croyons que le colonialisme, le racisme et le patriarcat qui imprègnent cette statue n'ont pas leur place dans une université — qui, pour plusieurs d'entre nous, est notre demeure. Le déboulonnage de cette statue serait un heureux premier pas dans les efforts de l'université pour corriger ses agissements en tant que bénéficiaire active de l'empire. Tant qu'elle est debout, la statue de Rhodes sera une célébration non seulement des crimes qu'il a lui-même commis, mais du legs impérialiste sur lequel l'Université d'Oxford s'est développée et continue de se développer. Tant que la statue reste en place, l'Université d'Oxford continue de cautionner le racisme tenace qui hante cette institution. »

L'université a voté pour son déboulonnage, mais n'a pas encore dit quand elle le ferait. Les étudiants tentent de la faire déboulonner depuis au moins 2015, avec l'initiative « Rhodes doit tomber » qui a commencé à l'Université de Cape Town en Afrique du Sud et qui a réussi à faire déboulonner la statue de Rhodes dans cette ville.

Une statue d'un personnage encore plus récent, celle de l'ancien premier ministre Winston Churchill à Parliament Square à Londres, a été vandalisée au cours de récentes manifestations et peinte du slogan « Churchill était un raciste ». Il y a de nombreuses histoires au sujet de la conception du monde raciste de Churchill envers les Asiatiques orientaux, les Asiatiques du Sud et les personnes noires, et sa croyance à la suprématie blanche, une partie intégrante de sa conception du monde résolument impérialiste. La statue a maintenant été placardée pour éviter de nouveaux actes de vandalisme.

À Edinburg en Écosse, comme à Toronto, les manifestants exigent que cesse la glorification de Henry Dundas. Dans un bulletin de nouvelles de *570 News* sur les manifestations continues pour le déboulonnage de sa statue, il est écrit : « Le feu politicien écossais du XVIIIe siècle est responsable d'avoir retardé l'abolition du commerce de l'esclavage de 15 ans, jusqu'en 1807. Au cours de cette période, plus d'un demi-million d'Africains réduits à l'esclavage ont été victimes de la traite transatlantique. » Tentant d'éviter l'inévitable, la ville d'Edinburgh a proposé un plan de rechange visant à conserver la statue mais d'inscrire, tout au haut d'une colonne, qu'il « a joué un rôle déterminant dans le report de l'abolition du commerce atlantique d'esclaves ».

En Belgique



La statue endommagée du roi Léopold II à Anvers est enlevée par les autorités le 9 juin 2020.

Il y a de nombreuses statues rendant hommage au roi Léopold II « des Belges » partout en Belgique, lui qui a pillé l'État libre du Congo et perpétré des atrocités et toutes sortes de crimes contre le peuple, y compris des meurtres de masse, la mutilation de masse, les travaux forcés sous peine de mort, de viol, d'assassinat et davantage, sans oublier l'expropriation de la richesse du Congo, en particulier pour la production du caoutchouc pendant la période de 1885 à 1908.

Les statues servent à aseptiser et glorifier les crimes de la Belgique et du roi Léopold II au Congo. Elles sont vandalisées sur une base régulière depuis quelques années, en particulier depuis la mort de George Floyd. À Anvers, les autorités ont enlevé la statue du roi Léopold II le 9 juin après avoir subi des dommages pendant des manifestations.

(Photos : LML, Shara, M. Edwards, B. Karp, China Daily, G. Davis, S. Villiani, J. Lefty, J. Morris, T. Roache, N. Khawaji, B.J. Sky, J. Biggs, C. Onyang-Obbo)



Des signes de changement en Irlande



Des comités de citoyens enlèvent ou renomment des personnalités et des institutions impérialistes britanniques en Irlande comme partie intégrante du mouvement pour s'investir du pouvoir et s'opposer au colonialisme britannique.

Les rues autour de l'Hôtel de Ville de Belfast, y compris la rue May et Donegall Square ont été renommées en hommage à trois patriotes irlandais, les grévistes de la faim — Joe McDonnell, Bobby Sands et Kieran Doherty — qui ont sacrifié leur vie dans les H-blocks du camp d'internement de Long Kesh en 1981 pour les droits de prisonniers politiques et la cause de la liberté de l'Irlande. Une autre rue est nommée en hommage à James Connolly, le dirigeant communiste à la tête de l'Insurrection de Pâques en 1916. L'université Queen's a été rebaptisée « Mairéad Farrell University Belfast », où des panneaux saillants ont été dressés devant les clôtures d'entrée en hommage à l'ancienne étudiante et volontaire de l'IRA, tuée à Gibraltar alors qu'elle y était en service actif en 1988. Les noms sont aussi un important rappel de la brutalité impitoyable du



gouvernement britannique en Irlande sous la direction de la première ministre de cette époque, Margaret Thatcher.

Depuis plusieurs années, de sévères critiques se font entendre sur la façon dont la période coloniale est commémorée en République d'Irlande. Certaines statues ont été officiellement déboulonnées, et d'autres « non officiellement ». Par exemple, il y a la statue d'Horatio Nelson, érigée au centre de ce qui s'appelait la rue Sackville (qui a été renommée rue O'Connell) à Dublin en Irlande. Érigée en 1809 alors que l'Irlande était contrainte à faire partie du Royaume-Uni, elle a survécu pendant plus de 150 ans, jusqu'en mars 1966. Il était fréquemment soulevé qu'une statue érigée en hommage à l'amiral britannique n'avait pas sa place à Dublin à la suite de la proclamation de l'indépendance de l'Irlande et la signature du traité anglo-irlandais en 1921 qui divisait l'île en deux. Après plusieurs années de discussions peu concluantes, la question a été réglée lorsque la statue a enfin été déboulonnée à l'aide de la gélignite, comme le fut l'énorme statue de George II et son cheval, détruite à Stephen's Green en 1937. Les restes de Nelson ont été détruits plus tard par l'Armée républicaine irlandaise, mais sa tête a été conservée dans un musée.

De récentes campagnes sont en cours en Irlande, comme celles de Cork, pour supprimer le nom « Queen Victoria », aussi nommée « la Reine de la Famine », des panneaux de rues. Que la principale statue en son effigie à Leinster House à Dublin ait survécu jusqu'en 1948 (26 ans après la création de l'État libre) relève du miracle. Elle était monarque lorsque l'Irlande était en proie à une famine organisée par les ultra riches propriétaires, alors que des millions de personnes sont mortes de faim ou ont émigré. Après avoir amassé la poussière en Irlande pendant plusieurs années, Victoria a eu droit à un voyage à Sydney en Australie, où elle a été « plantée » devant le Queen Victoria Building malgré certaines offres d'acheteurs canadiens. Le mois suivant, dans un article du *Irish Times*, Myles na gCopaleen (Brian O'Nolan/Flann O'Brien) n'était pas particulièrement impressionné par son déboulonnage — ses statuts étant plus dommageables que ses statues, affirmait-il. « En plus, pensez-y », écrivit-il. « Ce sont les années qui ont permis à l'Irlandais ordinaire de prendre sa revanche. Le fait est que Victoria a viré au vert. Sa couleur ressemble davantage à celle de nos bonnes vieilles boîtes aux lettres. C'est le prix qu'elle vaut. »

À Belfast, le porte-parole du comité actuel pour le changement des noms de rues et de lieux à Belfast, Pol Torboid, a dit que leur liste de noms de lieux dans chaque coin de la ville comprend « d'éminents individus responsables d'abus historiques en Irlande ».

« Les rues de Belfast, parsemées de l'indigence de son peuple, de ses itinérants et de ses sans-emplois, sont aussi parsemées de noms de ces individus dont l'attitude envers l'Irlande en était une de subjugation et qui, par la force des armes, ont imposé un système politique et économique sur notre peuple. Ce système est devenu la base de la partition et des luttes économiques actuelles menées par le peuple irlandais, a dit Torboid.

« Ces noms de rue et ces monuments en hommage aux individus qui ont semé la misère dans notre pays, sous une forme ou une autre, servent aussi de monuments au système politique et économique qui a contribué à bâtir l'Irlande.

« Ces noms de rue, symboles de l'oppression, de la haine et de la servitude, doivent être enlevés. Ils doivent être remplacés par les noms des personnes qui ont cherché à bâtir une meilleure Irlande, qui ont combattu l'oppression, la haine et la servitude.

« Ils doivent être remplacés par le nom de héros : de gens ordinaires. Non pas de lords, ni de rois ni de reines, mais de ceux et celles qui n'étaient pas les héritiers de leurs immenses fortunes.

« Le seul héritage de ces héros a été celui qu'ils ont tenté de soustraire au système politique qui les injuriait.

« Notre héritage à nous, Républicains, est de mettre fin à l'oppression immortalisée dans les noms de rue et les statues.

« Il est de notre devoir de mettre fin au colonialisme, à la normalisation de l'impérialisme et, par conséquent, au système politique et économique qui les maintient en place. »



15 mai 1937, une statue du roi George gît en pièces à Stephen's Green. La photo en médaillon est celle de la statue telle qu'elle était avant sa destruction.



La statue de Nelson (à gauche) à Dublin a été anéantie en 1966 ; la statue de la reine Victoria (à droite) est déboulonnée de Leinster House en 1948.



Les tentatives de la Banque d'Angleterre de se disculper de son histoire et de son rôle actuel

- Workers' Weekly -

Le 19 juin, à la suite de la recrudescence mondiale qui a suivi la mort de l'Afro-américain George Floyd aux mains de la police et des manifestations en Grande-Bretagne contre la glorification de l'esclavage et de l'empire, la Banque d'Angleterre a publié une déclaration « sur ses liens historiques avec la traite des esclaves ».

Selon la Banque d'Angleterre : « Il ne fait aucun doute que la traite des esclaves des XVIIIe et XIXe siècles était une partie inacceptable de l'histoire anglaise. En tant qu'institution, la Banque d'Angleterre n'a jamais été elle-même directement impliquée dans la traite des esclaves, mais elle est consciente de certains liens inexcusables qui impliquent d'anciens gouverneurs et directeurs et elle s'excuse pour eux. La Banque a entamé un examen approfondi de sa collection d'images d'anciens gouverneurs et directeurs pour s'assurer qu'aucune référence à cette traite des esclaves ne reste exposée dans la Banque. La Banque s'est engagée à améliorer la diversité et s'engage activement avec le personnel, en particulier avec nos collègues membres des communautés noires, asiatiques ou des minorités ethniques, à identifier et à façonner des mesures concrètes qui peuvent être prises dès maintenant pour faire progresser les efforts de la Banque pour être aussi inclusive que possible. »

Il serait difficile de composer une déclaration qui falsifie de manière plus flagrante l'histoire, ou qui soit plus en désaccord avec les exigences actuellement formulées par le peuple de Grande-Bretagne.

La Banque d'Angleterre a été constituée en 1694 en même temps que l'institution de la dette nationale, à l'origine un prêt de 1,2 million de livres sterling, deux institutions nécessaires au gouvernement de l'époque pour mener deux guerres majeures - la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697) et la guerre de succession d'Espagne (1701-1713). En échange du prêt, au taux de 8 %, les prêteurs ont obtenu le monopole de l'émission de billets et sont devenus la banque d'État. La création de la Banque d'Angleterre et de la dette nationale a entraîné une croissance considérable des services bancaires, du crédit, de la ville de Londres, de la Bourse et de toutes les principales institutions financières du système économique centré sur le capital qui existent encore aujourd'hui. En outre, ils ont contribué au système d'imposition moderne afin de transférer la richesse des travailleurs aux prêteurs et aux spéculateurs qui ont grandement profité des guerres.

La Guerre de Succession d'Espagne s'est terminée avec le Traité d'Utrecht par lequel, entre autres, le gouvernement britannique a obtenu l'asiento - le droit de fournir aux colonies espagnoles du continent américain des Africains asservis. Bien que la Grande-Bretagne possédât déjà des colonies en Amérique du Nord et dans les Caraïbes dans lesquelles des milliers d'Africains réduits à l'esclavage étaient exploités, l'acquisition de l'asiento a fait de la Grande-Bretagne le premier trafiquant mondial d'hommes, de femmes et d'enfants africains réduits à l'esclavage tout au long du XVIIIe siècle.

Il ne fait aucun doute que la Banque d'Angleterre actuelle veut se distancer des criminels les plus notoires parmi ses anciens gouverneurs tels que Humphrey Morice qui a été appelé « le prince des marchands d'esclaves de Londres » dans les années 1720. Cependant, toute l'histoire de la Banque d'Angleterre est indissociable de la participation de la Grande-Bretagne à la traite des êtres humains

et à l'esclavage, aux guerres et à l'empire, tout comme elle est indissociable de l'exploitation des travailleurs en Grande-Bretagne et de tout le système centré sur le capital. Le système centré sur le capital et toutes ses institutions financières peuvent donc être tenus pour responsables d'avoir tiré profit de la traite des Africains réduits à l'esclavage, des conquêtes coloniales et de l'empire.

En 1833, lorsque le gouvernement de l'époque a été contraint d'abolir l'esclavage dans tout l'Empire britannique, les principaux propriétaires d'esclaves ont été indemnisés par l'octroi de 20 millions de livres sterling. Comme on le sait, ni ceux qui ont été réduits à l'esclavage, ni les sociétés où ils ont été asservis ou d'où ils ont été kidnappés, n'ont jamais été indemnisés, ni se sont vu accorder de justice réparatrice. En 1833, 20 millions de livres sterling équivalaient à 40 % du total des dépenses publiques annuelles et ont été ajoutés à la dette nationale sous la forme d'une obligation ou d'un bon du Trésor qui verse des intérêts au détenteur, normalement aux grandes institutions financières ou à leurs investisseurs. Les titres gouvernementaux en question n'ont été rachetés qu'en 2015, ce qui signifiait qu'ils constituaient un fardeau pour les contribuables jusque-là, ainsi qu'un moyen de spéculation et de profit.

L'esclavage et l'empire étaient indispensables à l'émergence du système capitaliste en Grande-Bretagne et dans le monde. Le racisme était et est la vision du monde des marchands d'esclaves, des oligarques financiers et de tous ceux qui défendent le système centré sur le capital. Ce ne sont pas seulement les statues des criminels du passé qui doivent être détruites pour mettre fin au racisme et investir le peuple du pouvoir, c'est l'ensemble du système centré sur le capital. L'ancienne autorité doit tomber.

(Traduit de l'anglais par LML)



Les manifestations contre le racisme, la brutalité et l'impunité policières et les morts aux mains de la police se poursuivent



Rassemblement à Frankfort au Kentucky, 25 juin 2020

Le 26 juin marque un mois depuis la mort brutale de George Floyd aux mains de la police de Minneapolis. Les Noirs, les travailleurs, les jeunes et les personnes de tous horizons aux États-Unis et dans le monde continuent d'exiger par des actions militantes la fin de la militarisation, de la brutalité et de l'impunité policières et des morts aux mains de la police. Le peuple réclame

également de profonds changements pour mettre fin à cet état de fait.

Le 12 juin à Atlanta, Rayshard Brooks, un Afro-américain de 27 ans, a été tué par balle par un officier du service de police d'Atlanta, Garrett Rolfe. Brooks s'était endormi dans sa voiture et bloquait la voie d'accès au restaurant. Les policiers allèguent qu'un alcootest a indiqué que la teneur en alcool dans le sang de Brooks était supérieure à la limite légale pour conduire et que cela leur a permis de le menotter. Quoi qu'il se soit passé durant l'altercation qui a suivi durant laquelle Brooks a saisi l'un des tasers des policiers et a tiré, ce qui est certain c'est que Rolfe a abattu Brooks en lui tirant deux fois dans le dos et que Brooks est décédé à la suite de l'opération chirurgicale.

Les deux policiers ont initialement été relevés de leurs fonctions après l'incident. Le 14 juin, Rolfe a été renvoyé et le deuxième policier impliqué - nommé Brosnan - a été réaffecté à des tâches administratives. Le 17 juin, le procureur du district de Fulton a annoncé 11 chefs d'accusation contre Rolfe : homicide involontaire, cinq chefs de voies de fait graves, quatre violations du serment de policier et dommages matériels. Il a dit que Rolfe aurait dû être conscient que le taser entre les mains de Brooks n'avait pas posé de danger, car après avoir été tiré deux fois, il ne pouvait pas tirer de nouveau ; que les policiers n'ont pas fourni d'aide médicale à Brooks en temps opportun après avoir été abattu ; et qu'avant de fournir de l'aide, Rolfe lui a donné des coups de pied et Brosnan s'est tenu sur ses épaules. Il a également indiqué que c'était une violation de la politique du service de police de commencer à menotter Rolfe avant de lui annoncer son arrestation. La chef de la police, Erika Shields, a démissionné le 13 juin en lien avec l'incident tandis que la mairesse d'Atlanta, Keisha Lance Bottoms, a appelé à un réexamen du recours à la force par la police. Le 16 juin, de nombreux policiers se sont déclarés malades pour protester contre le fait que leurs collègues policiers doivent rendre des comptes de la mort de Rayshard Brooks.



La mairesse a dit qu'elle transférerait des fonds de la ville affectés au service de police vers des programmes communautaires. Cependant, le budget de la ville a été approuvé le 22 juin sans aucun changement, les conseillers municipaux ayant cité les augmentations de salaire promises et la sécurité d'emploi pour les policiers.

À Wilmington en Caroline du Nord, trois policiers ont été licenciés le 24 juin après un examen de routine des images de la police où on les entend tenir des propos racistes sur les Afro-Américains, l'un d'eux appelant à une « guerre civile » contre les Noirs.

À Louisville dans le Kentucky, le 1er juin, David McAtee, qui possédait un commerce de barbecue mobile, a organisé un rassemblement social qui a été attaqué par la police. Les rapports initiaux indiquent que la police de Louisville a tiré des projectiles de poivre de cayenne sur la foule au niveau de la tête, incitant McAtee à sortir son arme et à tirer en l'air comme un coup de semonce. Il a été abattu par la Garde nationale présente sur les lieux. La mère de McAtee a déclaré plus tard aux journalistes que son fils était connu de la police et de la communauté et qu'il avait offert de la nourriture à tous les policiers et se joignait à eux pour des discussions pendant qu'ils mangeaient.

Un autre incident récent d'abus de la police a eu lieu lors d'une manifestation Black Lives Matter à Miami le 10 juin, où Alaa Massri a été illégalement arrêtée, puis ses droits ont encore été violés pendant sa détention. Une pétition en appui à Massri souligne : « Après avoir vu une personne se faire frapper par un véhicule de police, Alaa Massri a vu un autre véhicule s'approcher d'un petit groupe de manifestants. En tant que médecin de l'équipe, elle s'est précipitée pour venir en aide aux blessés, mais a été arrêtée par 6 à 8 policiers en tenue antiémeute. Après avoir demandé à plusieurs reprises aux policiers (l'agent Corral, matricule 41643) de ne pas la toucher, d'une manière polie mais inquiète, elle a tenté de s'éloigner. Elle a alors été entourée et arrêtée. Alaa a ensuite été menottée avec des attaches rapides et accusée plus tard de voies de fait, de résistance violente à un officier et de troubler à l'ordre public. Des témoins ont dit qu'elle n'agissait pas de manière désordonnée et venait simplement en aide à une personne blessée. » Massri s'est ensuite fait retirer son hijab de force, après quoi une photo d'identité judiciaire a été prise puis diffusée aux médias. Elle a été forcée de rester sans son foulard pour le reste de ses sept heures de détention. Des incidents semblables de violation du droit de manifester, des droits de Miranda (on ne lui a pas lu ses droits lors de son arrestation) et surtout de son droit de conscience par le retrait forcé de son hijab, ont eu lieu dans diverses villes américaines et les autorités ont dû dédommager les victimes de traitement raciste par des amendes substantielles.

Dans le cas de Breonna Taylor, tuée à son domicile le 13 mars par des policiers de Louisville qui exécutaient un mandat de perquisition intrusive, les protestations de masse dénonçant la brutalité et l'impunité policières ont conduit deux mois plus tard à l'envoi en congé administratif des trois policiers impliqués. Le 23 juin, un policier a été licencié pour avoir enfreint les politiques sur le recours à la force meurtrière. Les manifestants continuent d'exiger que les trois agents soient poursuivis au criminel et arrêtés pour la mort de Breonna.

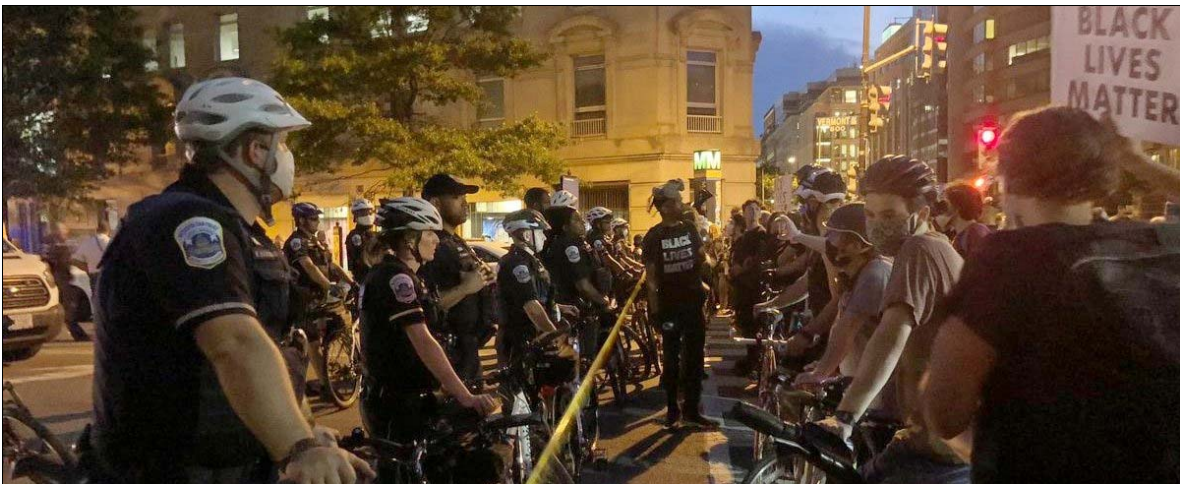
Les deux justiciers qui ont tué Ahmaud Arbery le 23 février dans le comté de Glynn en Géorgie ont finalement été inculpés le 24 juin par un grand jury sous différents chefs d'accusation, notamment ceux d'homicide involontaire et d'homicide concomitant d'une infraction majeure.

(Photos : K.M. Mink, L. Sanchez)

Reportage photo

- Du 20 au 27 juin 2020 -

Washington, District de Columbia





Revere, Massachusetts



Boston, Massachusetts



Cambridge, Massachusetts



Hartford, Connecticut



Poughkeepsie, New Jersey



New York, New York



Philadelphia, Pennsylvania



Baltimore, Maryland



Saint-Paul et Minneapolis, Minnesota



Chicago, Illinois



Des Moines, Iowa



Milwaukee, Wisconsin



Columbus, Ohio



En région au Tennessee



Richmond, Virginie



Miami, Floride





Louisiane



Atlanta, Géorgie





Choteau, Montana



Little Rock, Arkansas



Fargo, Dakota du Nord



Tulsa, Oklahoma



Texas



Denver, Colorado



Phoenix, Arizona



Tiburon, Californie



Boise, Idaho



Eugene; Portland, Oregon



(Photos: belljavid, T. Eyton, C. Douglas, J. McFadden, K. Carvajal, Jaida LDN, Bitch Cakes, W. Mujaru, I Love Gay Philly, 1199 SIEU, Clubhuse Network, K.M. Mint, L. Sanchez, S. Walker, Telemundo, Stop Chicago, Chicago Teachers Union, BLM Des Moines, Milwaukee Teachers Association, Becker 1999, K. Elissa, C. teasleylaw, F. Cancer, Sammhimsel, Shots from Richmond, Larrysotb, CAIR Florida, Teamsters, Bankama, K.A. Jenkins, ACLU Kids, C. Acantha, V. Asparagus, Stand on Every Corner, maxphotobiz, A. Trimlett, Stoop Down, F. Florin, E. Thomas, Human Rights Watch, CAIR National, SHSU Institute, Mile High Brendon, W.E. Rising Project, K. Newkirk, BLM Phoenix, Anggeleys.